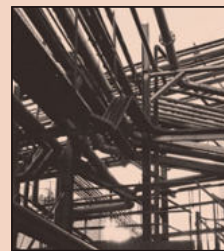


RAPPORT DE GESTION DE LA GÉRANCE



Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis ce jour en Assemblée Générale Mixte à l'effet, essentiellement, de :

- vous rendre compte de l'activité, de la situation et des perspectives de votre Société et du groupe Rubis ;
- vous présenter les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014 qui sont soumis à votre approbation ;
- procéder à l'affectation du résultat social de cet exercice, vous proposant la distribution d'un dividende de 2,05 euros par action ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions ;
- procéder au renouvellement de 3 membres et à la nomination d'un nouveau membre de votre Conseil de Surveillance et fixer le montant des jetons de présence alloués au Conseil de Surveillance ;
- allouer une rémunération complémentaire à la Gérance et vous prononcer sur les éléments de la rémunération fixe statutaire qui lui est due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 ;
- renouveler les délégations financières en matière d'augmentations du capital ;
- attribuer des actions gratuites de préférence à certains hauts cadres de la Société et de ses filiales ainsi qu'aux dirigeants des filiales ;
- approuver les conventions et engagements réglementés signés au cours de l'exercice.

Par ailleurs, nous vous informons que les conventions d'intégration fiscale et de compte courant intragroupe, inscrites jusqu'alors au nombre des conventions réglementées, ont fait l'objet d'un déclassement en conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales lors de la séance du Conseil de Surveillance du 29 août 2014.

En application, tant des dispositions du Code de commerce que de la réglementation boursière, l'ensemble des rapports et informations qui doivent être mis à votre disposition à l'occasion de votre Assemblée Générale sont présentés dans 2 documents qui figurent en ligne sur le site internet de la Société :

- l'Avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte ;
- le Document de Référence 2014.

Le présent rapport de gestion de la Gérance contient :

- un exposé synthétique sur la situation, l'activité et les résultats du groupe Rubis au cours de l'exercice 2014 ;
- une présentation des résolutions et le texte du projet de résolutions soumises à votre approbation.

Le Document de Référence 2014 contient le Rapport Financier Annuel, au sens de la réglementation boursière et intègre tous les éléments du rapport de gestion requis par le Code de commerce, notamment :

- les activités et la situation de la Société et du Groupe (chapitre 2) ;
- les états financiers (chapitre 9) ;
- les principaux risques (chapitre 4) ;
- les informations sociales et environnementales (chapitre 5) ;
- le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne (chapitre 6) ;
- les informations sur le capital, l'actionariat et sur les principales dispositions statutaires (chapitres 7 et 8).

EXPOSÉ SYNTHÉTIQUE DES RÉSULTATS ET DES ACTIVITÉS DU GROUPE

Malgré de multiples facteurs externes auxquels le Groupe a été confronté en 2014 (facteur climatique historiquement défavorable, volatilité historique des prix du pétrole, application d'un nouveau décret réduisant la rentabilité de la SARA, conjoncture économique maussade), Rubis a néanmoins réussi à maintenir sa croissance historique à 2 chiffres.

Le résultat net part du Groupe, en hausse de 13 % par rapport à l'exercice précédent, atteint 118 millions d'euros. Corrigé des facteurs exceptionnels et à périmètre constant, la croissance du résultat net atteint 12 %, démontrant une fois de plus la solidité du modèle Rubis dans un environnement particulièrement chaotique.

Le résultat brut d'exploitation, en progression de 7 %, s'établit à 233 millions d'euros et le résultat opérationnel courant atteint 167 millions d'euros (dont 119 millions d'euros pour Rubis Énergie et 60 millions d'euros pour Rubis Terminal), soit une croissance de 3 % par rapport à 2013.

Le chiffre d'affaires, à 2 790 millions d'euros, est en hausse de 1 %.

Il est à noter que, dans ce chapitre, le cas échéant, les données publiées au titre de l'exercice 2013 ont été retraitées de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de la norme IFRS 11 « Partenariats » (cf. note 2 de l'annexe des comptes consolidés).

RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE

(en millions d'euros)	2014	2013	Variation	Variation à périmètre constant et hors exceptionnel*
Chiffre d'affaires	2 790	2 756	+ 1 %	+ 1 %
Résultat brut d'exploitation (RBE)	233	218	+ 7 %	+ 9 %
Résultat opérationnel courant (ROC)	167	162	+ 3 %	+ 7 %
dont Rubis Énergie	119	116	+ 3 %	+ 9 %
dont Rubis Terminal	60	56	+ 6 %	+ 8 %
Résultat net part du Groupe	118	105	+ 13 %	+ 12 %
Capacité d'autofinancement	177	147	+ 21 %	-
Investissements industriels	111	110	-	-

* Les retraitements incluent principalement, pour 2013 et 2014, les effets de change, les effets-stocks, les effets climatiques, l'impact du nouveau décret relatif à la SARA et les effets périmètre.

Rubis Énergie a atteint une croissance du ROC de 3 % (et 9 % hors changement de périmètre et éléments exceptionnels) avec :

- une forte croissance de la zone Europe (ROC : + 28 %) avec un effet marge favorable mais compensée par une climatologie historiquement clémente (hors exceptionnel et à périmètre constant, on enregistre une croissance de 19 %) ;
- un retrait de la zone Caraïbes (ROC : - 13 %) en raison d'une rentabilité dégradée de la SARA (application d'un nouveau décret) et des effets négatifs de l'effondrement des prix pétroliers en fin d'année. Corrigés des éléments exceptionnels induits par ces facteurs, le ROC est en croissance de 7 % ;
- une bonne progression de la zone Afrique (ROC : + 32 % et + 11 % hors exceptionnels). L'Afrique australe est notamment en forte progression.

Rubis Terminal a réussi à générer une croissance du ROC (+ 6 %) malgré une climatologie qui a pesé sur les sorties de fioul domestique et les difficultés d'un client en zone ARA, compensées par la progression du site de Reichstett en France.

L'endettement net en fin d'exercice s'élève à 307 millions d'euros pour des fonds propres de 1 321 millions d'euros faisant ressortir un taux d'endettement de 23 % et un ratio dette nette sur RBE modéré de 1,3.

Le besoin en fonds de roulement génère 43 millions d'euros, impacté positivement par la baisse des prix des produits pétroliers.

Par ailleurs, le Groupe dispose à ce jour de lignes de crédit disponibles à hauteur de 300 millions d'euros, auxquels s'ajoutent 95 millions d'euros mis en place depuis le début de l'exercice, et d'une ligne de capital utilisable jusqu'à novembre 2016 à hauteur de 130 millions d'euros.

BILAN RÉSUMÉ

(en millions d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Fonds propres totaux	1 321	1 164
dont part du Groupe	1 297	1 139
Disponibilités	410	344
Dette financière	717	611
Dette financière nette	307	267
Ratio dette nette/fonds propres	23 %	23 %
Ratio dette nette (ajusté)/RBE	1,3	1,2

ANALYSE DU MOUVEMENT DE LA POSITION FINANCIÈRE NETTE DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2014

La capacité d'autofinancement augmente de 21 % pour atteindre 177 millions d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	
Dette financière nette au 1^{er} janvier 2014	(267)
Capacité d'autofinancement	177
Variation du besoin en fonds de roulement	43
Investissements Rubis Terminal	(42)
Investissements Rubis Énergie	(69)
Acquisitions nettes de filiales et actifs financiers	(133)
Dividendes aux actionnaires et minoritaires	(78)
Augmentation des fonds propres	60
Incidence modification de périmètre et change	2
Dette financière nette au 31 décembre 2014	(307)

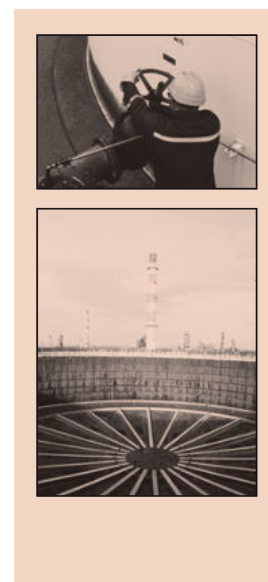
En matière d'investissements, on notera :

- pour Rubis Terminal, 42 millions d'euros :
 - 14 millions d'euros déployés sur les travaux d'extension des plateformes de Rotterdam,
 - 13 millions d'euros consacrés à la maintenance des installations,
 - 15 millions d'euros pour des extensions et aménagements de nouvelles installations (dont Reichstett) ;
- pour Rubis Énergie, 69 millions d'euros qui se répartissent sur l'ensemble des filiales ou succursales du pôle et correspondent à des mises à niveau d'installations (terminaux et stations-service) et à des accroissements de capacité (bouteilles, réservoirs et terminaux). La reprise d'une activité de distribution de GPL à Total en Suisse intervient à hauteur de 16 millions d'euros.

Les acquisitions de filiales comprennent notamment le règlement de l'activité de distribution de GPL au Portugal à BP (1,02 millions d'euros net de l'avance versée) et le rachat des minoritaires (35 %) de Stockbrest pour un prix provisoire de 6,5 millions d'euros.

L'augmentation des fonds propres de 60 millions d'euros intègre :

- le paiement du dividende en actions pour 50 millions d'euros ;
- les souscriptions d'actions dans le cadre du PEE et des plans d'options de souscription d'actions pour 10 millions d'euros.

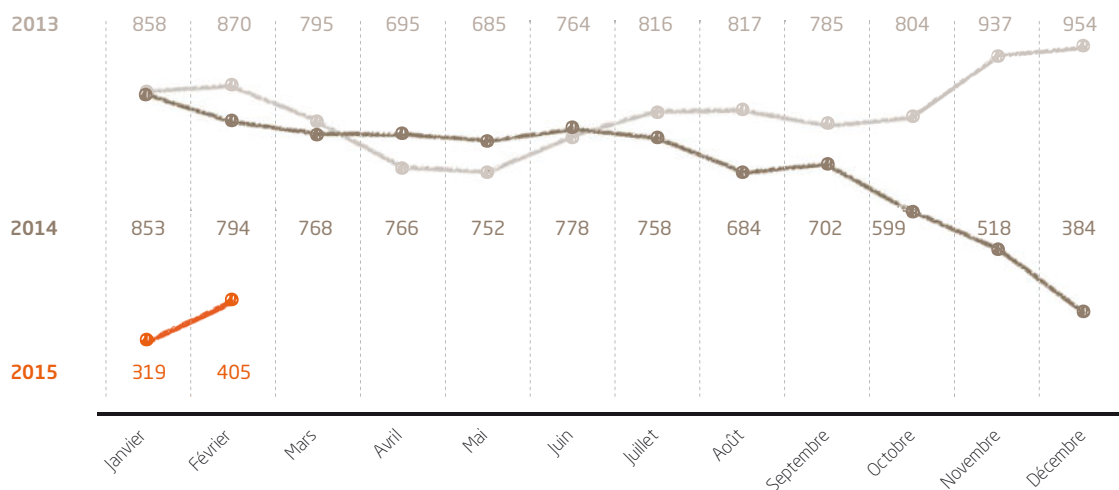


Prix internationaux du propane

Les cotations du propane ont suivi l'évolution des prix du brut, enregistrant une baisse à partir du troisième trimestre qui s'est accélérée au quatrième trimestre 2014. Le niveau moyen des cotations exprimé en dollars est en baisse de 15 % sur l'exercice et en retrait de 45 % au quatrième trimestre.

Cette configuration des prix nominaux, s'ajoutant à l'appréciation du dollar contre euro, a engendré des effets différenciés selon les zones géographiques (marchés régulés, effets-stocks, segments commerciaux ou résidentiels) qui, au total, se sont compensés, permettant d'afficher une marge unitaire en progression de 2 % sur l'exercice.

COTATIONS PROPANE EN DOLLARS US/TONNE



Synthèse de l'activité en volumes au titre de l'exercice 2014

À travers ses 20 centres de profit (incluant la Corse, Frangaz et la SARA), la branche Rubis Énergie a commercialisé près de 2,4 millions de m³ sur la période en distribution finale.

Précisons qu'en 2015, sur un rythme annuel, en intégrant les activités de BP au Portugal sur 12 mois, le Groupe commercialisera plus de

2,5 millions de m³ dont 60 % de fiouls et 40 % de GPL. Ces volumes se répartiront sur 3 zones géographiques : Caraïbes (56 %), Europe (33 %), et Afrique (11 %), fournissant au Groupe une excellente diversité à la fois climatique, économique (pays émergents et économies développées), et par type d'utilisation (résidentielle, transports, industries, *utilities*, aviation, marine, lubrifiants).

ÉVOLUTION DES VOLUMES COMMERCIALISÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en m ³)	2014	2013	Variation	Variation à périmètre et climat constants*
Europe	687 951	644 368	+ 7 %	- 1 %
Caraïbes	1 408 449	1 383 644	+ 2 %	+ 2 %
Afrique	275 732	286 584	- 4 %	- 4 %
TOTAL	2 372 132	2 314 596	+ 2 %	0 %

* Les retraitements incluent principalement, pour 2013 et 2014, les effets-stocks, les effets climatiques, l'impact du nouveau décret relatif à la SARA et les effets périmètre.

À périmètre réel, les volumes progressent de 2 % et sont stables à périmètre et climatologie constants :

- en Europe, les températures hivernales ont été historiquement clémentes en France avec des indices climatiques en baisse de 17 % par rapport à 2013. Ces conditions atmosphériques sont

comparables à l'exercice 2011. Corrigés du climat et du périmètre (Portugal, Suisse), les volumes sont en léger retrait (- 1 %), en ligne avec une activité économique plutôt terne. Des progressions de parts de marché sont néanmoins relevées sur l'ensemble des marchés témoignant d'une bonne dynamique commerciale ;

- Les Caraïbes connaissent également une conjoncture économique différenciée ; à l'exception du Guyana, l'ensemble des pays a connu une conjoncture morose. Des gains de parts de marché (reprises de stations et nouveaux contrats) et une forte avance au Guyana en fioul commercial ont néanmoins permis d'enregistrer une progression des volumes de 2 % ;
- l'Afrique est en retrait de 4 % avec les effets, au Maroc, d'une clientèle céramiste toujours affectée par la conjoncture économique, à Madagascar de contraintes d'approvisionnement en clientèle (état des routes) et en Afrique du Sud d'actions commerciales tendant à privilégier le segment conditionné au détriment de la clientèle gros vrac industriel, à faible marge.

Marge commerciale de Rubis Énergie

La marge commerciale brute tous produits en distribution finale est en augmentation de 8 %. À périmètre constant et corrigé de l'impact exceptionnel du climat en Europe, la marge globale est en retrait de 2 %. La marge unitaire progresse de 2 % avec des effets différenciés par zone :

- l'Europe enregistre une bonne progression de 10 % principalement sur le segment GPL ;
- les Caraïbes sont en retrait (- 5 %) notamment sur certains segments de type aviation ;

- l'Afrique marque une progression de 13 % grâce notamment au mix-produits plus favorable en Afrique du Sud.

L'Europe est prépondérante dans les contributions (47 %), suivie par les Caraïbes (39 %).

Le niveau structurel de marge unitaire, plus élevé en Europe et en Afrique, s'explique par la prépondérance du GPL dans ces régions avec une base d'actifs plus lourde comparativement à la distribution de carburants liquides (prépondérante dans la zone Caraïbes).

MARGE COMMERCIALE DE RUBIS ÉNERGIE EN DISTRIBUTION FINALE

	Marge brute (en millions d'euros)	Répartition	Variation	Variation à climat et périmètre constants*	Marge unitaire (en euros/m ²)	Variation
Europe	139	47 %	+ 17 %	+ 3 %	202	+ 10 %
Caraïbes	116	39 %	- 3 %	- 3 %	83	- 5 %
Afrique	41	14 %	+ 9 %	+ 9 %	147	+ 13 %
TOTAL	296	100 %	+ 8 %	+ 1 %	119	+ 2 %

* Les retraitements incluent principalement, pour 2013 et 2014, les effets climatiques et les effets périmètre.

Résultats de Rubis Énergie pour l'exercice 2014

Malgré une année marquée par des facteurs externes plutôt défavorables (climatologie historiquement clémente en Europe, très forte volatilité des prix d'approvisionnement, application d'un nouveau décret réduisant la rentabilité de la SARA, conjoncture économique globale maussade), Rubis Énergie a réussi à générer une progression de ses résultats, avec un ROC en croissance de 3 %. En corrigeant des

effets périmètre et des éléments de nature exceptionnels mentionnés ci-dessus, le ROC est en croissance de 9 %.

La filiale d'Afrique du Sud, en fort recul depuis 2013, est sur la voie du redressement, avec un doublement de sa contribution au ROC, suite aux actions de recentrage menées durant l'exercice.

RÉSULTATS DU PÔLE RUBIS ÉNERGIE

(en millions d'euros)	2014	2013	Variation	Variation hors exceptionnel et à périmètre constant*
Chiffre d'affaires	2 475	2 416	+ 2 %	+ 1 %
ROC	119	116	+ 3 %	+ 9 %
Capacité d'autofinancement	132	109	+ 22 %	-
Investissements	69	58	-	-

* Les retraitements incluent principalement, pour 2013 et 2014, les effets-stocks, les effets climatiques, l'impact du nouveau décret relatif à la SARA et les effets périmètre.

Les investissements de 69 millions d'euros se répartissent sur les 30 installations industrielles distinctes et concernent des investissements courants (terminaux, réservoirs, bouteilles et stations-service) destinés à accompagner la croissance des parts de marché et

les travaux d'améliorations, de mises aux normes ou de maintenance des installations. Les investissements de l'exercice comprennent l'acquisition des activités de distribution de GPL en Suisse (16 millions d'euros).

Rubis Énergie Europe

France (y compris Corse) - Îles anglo-normandes - Suisse - Espagne - Portugal

À périmètre constant et en corrigeant l'effet du climat, les volumes sont en léger retrait, reflet d'une activité économique atone. La configuration des prix aidant, les marges unitaires ont augmenté, permettant une progression du ROC de 28 %.

RÉSULTATS DU SOUS-GROUPE EUROPE

(en millions d'euros)	2014	2013	Variation	Variation hors exceptionnel et à périmètre constant*
Distribution finale (en milliers de m ³)	688	644	+ 7 %	0 %
Chiffre d'affaires	525	526	0 %	- 4 %
ROC	41	32	+ 28 %	+ 19 %
Investissements	37	18	-	-

* Les retraitements incluent principalement, pour 2013 et 2014, les effets-stocks, les effets climatiques et les effets périmètre.

Hors exceptionnels (effet climatique, effets-stocks liés à la forte baisse des prix) et à périmètre constant, le ROC avance de 19 %, tiré par les marges unitaires (+ 10 %).

Globalement, l'ensemble France, Corse et îles anglo-normandes a bien progressé tandis que l'Espagne et la Suisse étaient pénalisées par des contraintes ou des configurations de marché ne permettant

pas de bénéficier à court terme de la baisse rapide des prix d'approvisionnement.

Le Portugal, entré en consolidation dès juillet, a contribué à hauteur de 12,5 millions d'euros, en ligne avec les attentes.

Les investissements atteignent 37 millions d'euros dont 16 millions d'euros au titre du rachat à Total des activités de distribution de GPL en Suisse, en septembre dernier.

Rubis Énergie Caraïbes

RÉSULTATS DU SOUS-GROUPE CARAÏBES

(en millions d'euros)	2014	2013	Variation	Variation hors exceptionnel*
Volumes distribués (en milliers de m ³)	1 408	1 384	+ 2 %	-
Chiffre d'affaires	1 787	1 723	+ 4 %	-
ROC :	63,6	72,9	- 13 %	+ 7 %
● Distribution	36,3	43,3	- 16 %	- 5 %
● SARA/Négoce	27,3	29,7	- 8 %	+ 19 %
Investissements	27,0	34,4	-	-

* Les retraitements incluent principalement, pour 2013 et 2014, les effets-stocks et l'impact du nouveau décret relatif à la SARA.

Activité de distribution : réseaux carburants et fiouls

Au total, 18 implantations insulaires assurent la distribution locale de toute la gamme de produits pétroliers : réseaux de carburants (250 stations-service), aviation, commercial, GPL, lubrifiants et bitumes, gérées à partir des sièges situés à la Barbade, en Guadeloupe, aux Bermudes, en Jamaïque et aux Bahamas.

L'environnement économique a été marqué par des ajustements sévères à la Barbade, à Grenade et en Jamaïque, sans que le tourisme n'ait retrouvé son niveau d'avant-crise. Les seules exceptions dans cette zone sont le Guyana et le Suriname qui ont continué à connaître des taux de croissance de 5 à 7 %.

Malgré ce contexte, les nombreuses actions commerciales menées depuis 2 ans commencent à porter leurs fruits (reprises de stations à des concurrents à la Barbade et nouveaux contrats en aviation et en fioul commercial au Guyana).

Enfin, on notera un environnement concurrentiel marqué par l'agressivité commerciale de Sol (repreneur d'Esso dans la zone) avec des effets sur les lubrifiants en Jamaïque (perte de contrat), sur l'aviation aux Bahamas et le carburant marine aux Bermudes.

Au total sur la période, les volumes globaux atteignent 1,4 million de m³, en léger progrès (+ 2 %) avec :

- une forte progression du segment fioul aviation (+ 15 %) ;
- une avance dans le fioul commercial (+ 3 %) ;
- une évolution différenciée dans les réseaux avec une forte progression (+ 6 %) dans la zone Eastern Caribbean, compensé par un retrait de 5 % dans les Antilles françaises (effet de grève et cessions de stations), et la zone Western Caribbean (problème de qualité de l'essence en début d'année, remédié depuis) ;
- un tassement dans le GPL (- 3 %) et une baisse dans les bitumes et lubrifiants.

En conséquence de ces différents effets, le ROC du segment distribution est en retrait de 16 %, à 36,3 millions d'euros.

Rubis Énergie Afrique

Le pôle de distribution Afrique, exclusivement GPL, a enregistré un retrait de ses volumes de 4 % à périmètre constant.

Au Maroc, dans un marché propane dégradé, les résultats se sont stabilisés après l'arrêt de 2 clients céramistes et malgré une conjoncture touristique toujours ralentie. Madagascar a été pénalisée par des contraintes de dessertes routières en milieu d'exercice et rétablies depuis.

Enfin, les filiales d'Afrique du Sud et du Botswana récoltent les fruits d'une profonde réorganisation engagée depuis juillet 2013.

Corrigé d'éléments exceptionnels comprenant les effets directs de l'effondrement des prix du pétrole au quatrième trimestre (effets-stocks et marges aviation dans le périmètre Eastern Caribbean pour 2,8 millions d'euros au total), le retrait du ROC est ramené à 5 %.

Activité négoce - SARA (raffinerie des Antilles)

Ce sous-ensemble regroupe les outils d'approvisionnement de Rubis dans la zone Caraïbes, à savoir la participation (35,5 %) dans la raffinerie SARA et l'activité négoce réalisant ses opérations sur l'ensemble de la zone Caraïbes (Western et Eastern Caribbean, Bermudes, Rubis Antilles Guyane et la SARA). En support logistique, s'ajoutent l'activité *shipping* (4 navires affrétés) et les terminaux répartis dans les différentes bases.

Cette fonction « négoce-approvisionnement » est appelée à se développer en parallèle avec la croissance des activités aval de Rubis et le retrait progressif des filiales *trading* appartenant aux majors.

Ainsi, sur l'exercice 2014, la contribution au ROC de ce sous-ensemble a atteint 27,3 millions d'euros, en retrait de 8 %.

Concernant la SARA, les arrêtés du nouveau décret ont été publiés le 5 février 2014 prévoyant un nouveau mécanisme de rentabilité administrée, avec pour conséquence une baisse de l'ordre de 30 % du résultat net. En isolant l'impact de ce nouveau décret, la contribution de ce segment est en croissance de 19 %.

Le recentrage sur des volumes commerciaux à meilleure rentabilité (bouteilles vs gros vrac industriel) a permis d'augmenter fortement les résultats sur l'exercice. Les restructurations seront poursuivies en 2015 avec de nouveaux progrès en perspective.

Au total, sur le continent africain, le ROC affiche une avance de 32 % ; corrigé des éléments exceptionnels ayant impacté 2013 (provision client au Maroc et des effets-stocks négatifs en 2014), la progression atteint 11 %.

RÉSULTATS DU SOUS-GROUPE AFRIQUE

(en millions d'euros)	2014	2013	Variation	Variation hors exceptionnel*
Volumes (en milliers de m ³)	276	287	- 4 %	- 4 %
Chiffre d'affaires	163	167	- 3 %	- 3 %
ROC	14,4	10,9	+ 32 %	+ 11 %
Investissements	5,0	5,7	-	-

* Les retraitements incluent principalement, pour 2013 et 2014, les effets-stocks.



L'activité de Rubis Terminal a continué à progresser avec des recettes stockage en hausse de 8 % à 161 millions d'euros pour des trafics tous produits de 14 millions de tonnes (périmètre sous gestion prenant en compte l'ensemble des dépôts à 100 %).

L'exercice a été marqué par une forte hausse de l'activité du terminal de Ceyhan (Turquie) sur des flux en provenance de la région autonome du Kurdistan (Irak).

Cette croissance se décompose par zone géographique comme suit :

- stockage France, en croissance de 2 % ;
- stockage Europe du Nord, en croissance de 6 % ;
- Turquie, en croissance de 108 %.

RÉSULTATS DU PÔLE RUBIS TERMINAL

(en millions d'euros)	2014	2013	Variation
Chiffre d'affaires total, dont :	315	341	- 7 %
● Stockage	132	128	+ 3 %
● Distribution	184	213	- 14 %
RBE	79	72	+ 10 %
ROC	60	56	+ 6 %
Capacité d'autofinancement	55	47	+ 17 %
Investissements	42	42	-

Le ROC de l'exercice est en croissance de 6 % malgré une climatologie qui a pesé sur les sorties de fioul domestique et les difficultés d'un client en zone ARA, compensées par la progression du site de Reichstett en France.

Le chiffre d'affaires total (stockage et distribution) est en retrait de 7 % ; il ne tient pas compte des terminaux d'Anvers et de Ceyhan détenus à 50 % et mis en équivalence depuis le 1^{er} janvier 2014.

Le RBE progresse de 10 % et la capacité d'autofinancement de 17 %.

France

Le périmètre historique France en produits pétroliers est en hausse de 5 %. Hors Reichstett (site alsacien repris à Petroplus en début d'année 2013), la croissance des recettes pétrole atteint 1 %, dans un environnement où les consommations globales de produits pétroliers sont en baisse (- 2 %).

Les recettes engrais, produits chimiques, produits lourds et mélasses augmentent de 3 % tandis que les oléagineux subissent l'impact structurel d'une baisse des importations amorcée en 2013 et sont en retrait de 37 %.

Rotterdam

Le dépôt de Rotterdam affiche des recettes en progression de 9 % : la partie chimique performe de 18 % grâce à l'extension des capacités (15 000 m³ supplémentaires comparativement à 2013), tandis que les recettes fioul lourd (- 16 %) ont été impactées par les difficultés d'un client en fin de période (installations relouées depuis le premier trimestre 2015).

Ceyhan (Turquie)

L'activité de Delta Rubis a progressé significativement en raison d'un fort courant de transit de produits lourds (pétrole brut) en provenance du Kurdistan irakien, la même région étant parallèlement importatrice de gazole.

Pour garantir le financement des travaux, un financement de 65 millions de dollars a été mis en place en mai dernier pour assurer l'achèvement des travaux, prévu début 2015. Une demande de permis d'exploitation sera alors déposée avec pour objectif un début d'exploitation courant second semestre 2015.





ANALYSE DE L'ACTIVITÉ STOCKAGE PAR CATÉGORIE DE PRODUITS (TOUS DÉPÔTS À 100 %)

	Capacités attribuées		Trafic sorti		Recettes	
	(en milliers de m ³)	(en %)	(en milliers de tonnes)	(en millions d'euros)	Répartition	Variation
Pétrole et fioul lourd	2 338	76 %	10 508	102,7	64 %	+ 11 %
Produits chimiques	300	10 %	2 039	44,1	27 %	+ 5 %
Engrais	247	8 %	1 158	8,7	5 %	+ 9 %
Oléagineux et mélasses	202	7 %	378	5,3	3 %	- 25 %
TOTAL	3 087	100 %	14 083	160,8	100 %	+ 8 %

Les capacités pétrole représentent 76 % des capacités de stockage et 64 % des recettes. Avec la montée en puissance des 2 terminaux

de la zone ARA, spécialisés en chimie, le segment produits chimiques représente désormais 27 % des recettes.

Investissements

Les investissements de 42 millions d'euros comprennent :

- pour 13 millions d'euros, des travaux réglementaires et de maintenance en France ;
- pour 15 millions d'euros, des nouveaux projets incluant Reichstett ;
- pour 14 millions d'euros, des adaptations et le démarrage d'un nouveau projet à Rotterdam.

En septembre 2014, Rubis Terminal a également racheté les intérêts minoritaires de sa filiale Stockbrest, désormais détenue à 100 %.

Pour 2015, les investissements prévus s'élèvent à 95 millions d'euros, dont :

- 42 millions d'euros en France consacrés au maintien et aux adaptations sur le périmètre historique (20 millions d'euros) ainsi qu'à de nouveaux projets (22 millions d'euros) ;

- 14 millions d'euros correspondant aux engagements d'adaptation et de dépollution sur le site de Reichstett ;
- 39 millions d'euros pour le lancement de Rotterdam 2 sur un terrain adjacent pouvant, à terme, doubler la capacité du site en bacs chimiques pour atteindre 320 000 m³.

Par ailleurs, Rubis Terminal prévoit sur Anvers le lancement d'une extension de 45 000 m³ en capacités chimiques, portant le total à 155 000 m³, avec 3 points de réception navires et barges pour un achèvement des travaux prévu fin 2016 et un budget de 60 millions d'euros.

Sur Ceyhan, la réception des travaux de la jetée est prévue au deuxième trimestre 2015, pour être opérationnelle (obtention de permis d'exploitation) courant troisième trimestre.

L'investissement total depuis 2012 aura atteint 75 millions d'euros, en ligne avec le budget.

SITUATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE

Les comptes de la Société et du Groupe, arrêtés par la Gérance au 31 décembre 2014, ont été examinés successivement par le Comité des Comptes et par le Conseil de Surveillance, réunis respectivement les 5 et 11 mars 2015. Ils ont également fait l'objet d'un audit par les Commissaires aux Comptes.

Les états financiers consolidés 2014 ont été établis conformément aux normes IFRS.

Comptes consolidés de l'exercice 2014

Les variations de périmètre les plus significatives sur l'exercice sont les suivantes :

- le rachat de l'activité GPL de BP au Portugal qui a été finalisé le 1^{er} juillet 2014 ;
- l'acquisition de la société Multigas (spécialisée dans le conditionnement et la distribution d'ammoniac haute pureté et de gaz spéciaux, ainsi que dans la vente de GPL en bouteilles),

consolidée depuis le 1^{er} janvier 2014 selon la méthode de l'intégration globale ;

- le rachat auprès de Total de son activité de distribution de GPL en Suisse à fin septembre 2014 ;
- le rachat par Rubis Terminal, en septembre 2014, des intérêts minoritaires de sa filiale Stockbrest qui était jusqu'à cette date détenue à 65 %.

L'actif du bilan regroupe les actifs non courants pour un montant de 1 607 millions d'euros (contre 1 336 millions d'euros en 2013) et les actifs courants pour un montant de 877 millions d'euros (contre 842 millions d'euros en 2013).

Le passif du bilan au 31 décembre 2014 enregistre une progression des capitaux propres à 1 321 millions d'euros contre 1 164 millions d'euros en 2013 en raison essentiellement du résultat réalisé sur la période, des augmentations successives de capital et des variations favorables des écarts de conversion.

Le résultat net total dégagé au titre de l'exercice 2014 s'élève à 122 millions d'euros (contre 110 millions d'euros en 2013).

Le total de l'actif et du passif du bilan est porté de 2 178 millions d'euros au 31 décembre 2013 à 2 484 millions d'euros au 31 décembre 2014.

BILAN RÉSUMÉ AU 31 DÉCEMBRE

(en millions d'euros)	2014	2013
Actif		
Actifs non courants	1 607	1 336
Actifs courants	877	842
dont trésorerie et équivalents de trésorerie	410	344
TOTAL	2 484	2 178
Passif		
Capitaux propres	1 321	1 164
Passifs non courants	729	419
dont emprunts et dettes financières	512	250
Passifs courants	434	595
dont emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	206	361
TOTAL	2 484	2 178

Comptes sociaux de l'exercice 2014

Au cours de l'exercice 2014, le capital social de Rubis est passé de 93 227 747,50 euros à 97 172 697,50 euros à la suite de la réalisation de diverses augmentations de capital : émission d'actions réservées aux salariés, option exercée par la grande majorité des actionnaires pour le paiement du dividende en actions, levées d'options de souscription d'actions et acquisitions définitives d'actions de performance.

Les comptes sociaux se soldent par un bénéfice net de 79 millions d'euros contre 72,4 millions d'euros l'exercice précédent.

Après l'apport de diverses informations complémentaires, les Commissaires aux Comptes, puis les membres du Conseil de Surveillance, déclarent ne pas avoir d'observations à formuler tant sur les comptes consolidés que sur les comptes sociaux.

Délais de paiement

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons que les dettes fournisseurs sont majoritairement constituées de dettes non échues au 31 décembre 2014.

ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES DU GROUPE

Événement important survenu depuis la clôture de l'exercice

Offre de rachat de la société SRPP

Début février 2015, le groupe Rubis a remis aux groupes Shell et Total, chacun actionnaire à 50 % de la SRPP (Société Réunionnaise de Produits Pétroliers), une offre de rachat irrévocable pour la totalité du capital de cette société. En réponse à cette offre, les co-actionnaires ont accepté l'ouverture d'une période de négociation exclusive.

Premier opérateur local avec un réseau comprenant 51 stations-service, la SRPP commercialise également des fiouls commerciaux, du GPL et des lubrifiants. La société contrôle et opère la totalité des installations logistiques d'approvisionnement de l'île. En 2014, la SRPP a réalisé un chiffre d'affaires de 250 millions d'euros. L'application du décret de février 2014, réglementant les prix et marges du secteur pétrolier, conduit la SRPP à dégager un résultat brut d'exploitation normatif de l'ordre de 22 millions d'euros.

La réalisation définitive de cette acquisition reste soumise au processus de consultation des instances représentatives du personnel et à l'accord de l'autorité de la concurrence.

Acquisition du groupe Eres et augmentation de capital

En mars 2015, Rubis a annoncé avoir signé un protocole d'accord pour l'acquisition du groupe Eres, un des principaux intervenants indépendants en approvisionnement, transport, logistique et distribution de bitumes en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Togo et Nigeria).

En 2014, le chiffre d'affaires d'Eres est estimé à 550 millions de dollars, pour une capacité bénéficiaire *pro-forma* d'environ 8 % du chiffre d'affaires. La société a commercialisé près de 400 000 tonnes de bitumes et d'émulsions au cours de l'exercice, auxquels s'ajoute du gazole pour les marchés de la zone.



La transaction prévoit l'acquisition immédiate de 75 % du capital, suivi d'un complément de prix échelonné et du rachat du solde de 25 % dans 3 ans, selon les modalités suivantes : Rubis déboursera dans l'immédiat 315 millions de dollars pour 75 % du capital et la totalité du besoin en fonds de roulement. Le paiement complémentaire, d'un montant maximum de 120 millions de dollars en fonction des résultats, sera échelonné sur 3 ans. Enfin, le rachat du solde de 25 % interviendra dans 3 ans, à des conditions également indexées sur les résultats.

Pour respecter sa discipline financière et se donner les moyens de saisir de nouvelles opportunités d'expansion, Rubis envisage de lancer,

dans le courant du deuxième trimestre 2015, une augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription limitée à environ 20 % des besoins du Groupe.

Tendances pour l'exercice en cours

L'exercice 2015 a bien débuté en termes de volumes tant dans l'activité de distribution qu'en stockage.

Un point documenté sera fourni dans la publication du chiffre d'affaires trimestriel prévue le 12 mai prochain.

RÉSULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

(en milliers d'euros)	2010	2011	2012	2013	2014
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	70 348	76 012	81 070	93 228	97 173
Nombre d'actions émises ⁽¹⁾	14 069 575	30 404 825	32 427 973	37 291 099	38 869 079
Résultat global des opérations effectuées					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 028	4 085	4 156	4 255	4 130
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	61 483	55 907	61 483	65 939	74 951
Impôt sur les bénéfices	524	1 697	3 254	5 150	4 161
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	62 020	57 107	64 693	72 366	78 971
Montant des bénéfices distribués aux associés	50 013	50 821	70 871	73 158	84 015 ⁽²⁾
Résultat des opérations réduit à une seule action ⁽¹⁾ (en euros)					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	4,41	1,89	2,00	1,91	2,04
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	4,41	1,88	1,99	1,94	2,03
Dividende attribué à chaque action	3,05	1,67	1,84	1,95	2,05 ⁽²⁾
Personnel					
Nombre de salariés	8	11	12	14	14
Montant de la masse salariale	953	1 373	1 245	1 468	1 582
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	548	658	769	750	825

(1) En date du 8 juillet 2011, le Collège de la Gérance a divisé par 2 la valeur nominale de chaque action, la ramenant de 5 euros à 2,50 euros.
(2) Montant proposé à l'AGM du 5 juin 2015.

